

*Initiatives ministérielles*

dio-Canada une assez large latitude de type commercial. Cette souplesse se traduira par des épargnes d'exploitation à long terme.

[Traduction]

**M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest):** Monsieur le Président, je félicite la députée d'en face pour la vigueur avec laquelle elle s'est portée à la défense la société mère.

La plupart des Canadiens ont grandi avec la Société Radio-Canada, qui fait partie intégrante de leur vie. Toutefois, je me pose des questions à propos de Radio-Canada, particulièrement depuis quelques années. Je me demande aussi comment cette société peut faire de la publicité sur son propre réseau, mais ça c'est une autre histoire.

J'aimerais savoir ce que la députée d'en face pense de la situation suivante. On ne sait vraiment pas si Radio-Canada, c'est du lard ou du cochon. La société essaie d'être un diffuseur privé mais en fait, c'est un service public. Elle essaie d'être un service public mais se comporte trop comme une station privée.

Je me demande si la députée d'en face a envisagé la possibilité que la Société Radio-Canada coupe dans le gras pour devenir plus rentable et se mette à la poursuite de l'excellence, suivant l'exemple de la BBC, devenant pour ainsi dire un calque de cette dernière, sans présenter de publicité mais aussi sans concurrencer les réseaux privés.

**Mme Guarnieri:** Monsieur le Président, il est de notoriété publique que les réformistes veulent privatiser une partie ou même la totalité de Radio-Canada. Je remercie le député de sa question.

Remarquez que tout en faisant cette recommandation, ils prétendent que les Canadiens seraient mieux servis par la privatisation de Radio-Canada. Tout ce qu'ils parviendraient à faire en sabrant de façon imprudente dans le budget de la Société, ce serait de gaspiller une grande partie des sommes qui lui sont encore consacrées, car elle ne serait alors plus viable commercialement et ses productions se détérioreraient à un point tel qu'elles ne seraient plus pertinentes.

Fermer Radio-Canada ou sabrer dans son budget reviendrait à assécher le dernier courant de la culture canadienne, condamnant cette dernière à la stagnation. Si le député a des suggestions à faire, je lui recommanderais de se présenter devant le CRTC.

Il me semble que le député a dit par ailleurs que tous les Canadiens voient dans Radio-Canada une oasis où ils peuvent échapper aux comédies et documentaires américains sur la guerre civile ou le FBI. Étant le principal diffuseur d'émissions canadiennes, Radio-Canada protège les Canadiens contre l'assimilation culturelle totale.

Cela n'empêche malheureusement pas les députés réformistes, qui ont une vue très étroite de ce qu'est la culture canadienne,

de s'en prendre à Radio-Canada et d'en recommander la disparition.

● (1645)

**M. McClelland:** Monsieur le Président, je doute que la députée d'en face ait bien entendu ma question. Mon argument était le suivant: la SRC ne servirait-elle pas mieux la population canadienne si elle devenait un vrai radiodiffuseur public plutôt que d'essayer d'être à la fois un radiodiffuseur privé et public? Elle devra peut-être réduire ses activités pour s'adonner à une radiodiffusion libre de toute attache commerciale comme la BBC. Or, la BBC est reconnue dans le monde entier pour la qualité de sa programmation.

Je voudrais que la députée dise, par exemple, s'il est possible de fermer Access TV en Alberta. Pourquoi la programmation de Access TV ou de TVO ne relèverait-elle pas toute de la SRC, qui deviendrait un radiodiffuseur public?

**Mme Guarnieri:** Monsieur le Président, je voudrais que le député donne plus de précisions quand il dit qu'il devrait y avoir des réductions importantes. J'aimerais bien savoir où ces réductions pourraient être effectuées.

**M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le Président, je tiens à dire à la ministre que je ressasse une déclaration qu'a faite le président de Radio-Canada au cours d'une tribune télédiffusée que j'ai écoutée il y a quelques semaines.

Il a fait une affirmation que je trouve tout à fait incroyable. Il a dit que Radio-Canada ne devrait pas chercher à être rentable, mais plutôt à diffuser la culture canadienne à la population canadienne.

Une telle affirmation serait à peine acceptable dans une conjoncture traditionnelle favorable, mais il n'y a rien de favorable à la situation que nous vivons actuellement, ni rien de traditionnel si ce n'est qu'elle dure depuis 15 ans. Il est bien d'avoir un moyen de diffuser la culture canadienne, mais lorsque le gouvernement emprunte bien au-delà de 100 millions de dollars par jour pour surnager, la ministre ne croit-elle pas qu'il est temps de distinguer nos désirs de nos besoins? Traîner un boulet aussi dispendieux dans la conjoncture actuelle, c'est un peu comme s'acheter un téléviseur quand on n'a pas de quoi manger.

Qu'entend faire le gouvernement pour rendre Radio-Canada rentable au lieu de se contenter de lui verser de l'argent?

**Mme Guarnieri:** Monsieur le Président, je remercie le député pour la promotion qu'il m'accorde, mais je ne suis que secrétaire parlementaire et non ministre. Merci quand même.

Le député affirme que les gens doivent avoir de quoi manger, mais bien des Canadiens ne sauraient vivre sans la culture. C'est ce qui les unit. Les mesures que le gouvernement a proposées et dont sont saisis les députés sont très responsables. Elles visent en fait à nous rendre responsables financièrement. L'argent prévu sera bien utilisé.